



# BAISSE DES BUDGETS de l'enseignement supérieur et de la recherche : *ils décident, nous payons !*

**Au début du mois le gouvernement a annoncé brutalement une amputation de 256 millions d'euros** des budgets de la recherche et de l'enseignement supérieur. Suite aux très nombreuses protestations soulevées par cette annonce –dont le texte signé des prix Nobel- le ministère a essayé de minimiser ces coupes budgétaires en avançant des mesures techniques pour les compenser en partie, mais le compte n'y est pas et une deuxième vague de suppression est prévue pour l'automne. Le Journal Officiel vient de confirmer la suppression de 122 millions d'euros.

**L'Etat fait le choix de renforcer l'austérité** dans les laboratoires, les universités, alors que ceux-ci sont déjà confrontés à des problèmes de financement. Ses amputations auront évidemment des effets concrets et immédiats pour la recherche, les personnels et les étudiants.

**Les annulations budgétaires persistent** sur la Mission interministérielle Recherche et Enseignement supérieur, malgré le recul sur les suppressions de crédits aux organismes de recherche, alors même que des rallonges budgétaires seraient indispensables pour résorber la précarité massive qui ne cesse de s'aggraver, tirant vers le bas la qualité des enseignements, de la recherche et les conditions de vie des plus précaires, et pour revaloriser les carrières et les rémunérations reconnues comme étant les plus basses de la fonction publique.

De plus, ces coupes claires, arrivant en cours d'année, vont complètement déstabiliser les projets en cours et les équipes, dans un contexte où l'emploi scientifique a déjà été durement touché ces dernières années...

Le prix du repas augmente pour compenser les baisses successives de budget ce qui exclut de fait les étudiant-es qui ont le plus besoin des œuvres universitaires. Par exemple, un boursier échelon 7 qui devrait loger au CROUS de Paris (loyer moyen 421 euros) et manger au CROUS midi et soir (3,25 € le repas donc 201,5 €/mois) dépenserait 622,5 euros/mois alors qu'il n'en gagne que 554,5 ...

Dans les universités les budgets contraints, dans le cadre de l'autonomie, et la nécessité de « rentabilité », entraînent des fermetures de formations, une mutualisation de services qui sont du coup plus éloignés des étudiants ou fortement diminués, une précarisation des personnels et une dégradation de leurs conditions de travail.



Pour l'ensemble des personnels des établissements du supérieur et de la recherche, les conditions de travail vont se dégrader, celles des très nombreux salarié-es précaires également (non-renouvellement de contrat, baisse de quotité horaire,...).

Partout c'est la même politique qui s'applique, restrictions budgétaires, précarisation, baisse du pouvoir d'achat,

abandon des missions de service public. Les attaques contre les salarié-es se multiplient, ceux du privé principalement aujourd'hui avec la « loi travail », l'inversion de la hiérarchie des normes, la casse de la médecine du travail, etc., ceux du public demain avec la casse des statuts, la baisse des budgets, la mise en concurrence des établissements publics,...

**C'est toutes et tous ensemble qu'il faut se battre !  
Le 14 juin 2016 toutes et tous en grève et dans la rue  
pour dire non à cette politique de casse de nos droits !**

**Un rassemblement spécifique ESR est appelé  
à 11 H devant le MESR, rue Descartes**

**J'ADHÈRE À LA CGT**

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ENTREPRISE : .....

ADRESSE PERSONNELLE : .....

CODE POSTAL : ..... VILLE : .....

EMAIL : .....

SIGNATURE :



**FÉDÉRATION DE L'ÉDUCATION  
DE LA RECHERCHE ET DE LA CULTURE**

263, rue de Paris - case 544 - 93515 - Montreuil cedex - Tél. 01 55 82 76 12 - Fax 01 49 88 07 43  
Internet : [www.ferc.cgt.fr](http://www.ferc.cgt.fr) - E-mail : [ferc@cgt.fr](mailto:ferc@cgt.fr)